

Pierre-Claver Mbonimpa parle de ses conditions d'incarcération

RFI, 01-10-2014 Burundi : Pierre-Claver Mbonimpa revient sur sa vie en prison. Au Burundi, RFI s'est rendu ce mardi 30 septembre au chevet du plus célèbre défenseur des droits humains, Pierre-Claver Mbonimpa, sur son lit d'hôpital, lendemain de la décision du tribunal de lui accorder la liberté provisoire. C'est un homme amaigri mais qui reprend goût à la vie petit à petit. Pierre-Claver Mbonimpa est revenu sur ses conditions d'incarcération, quasi inhumaines. Le président de la principale organisation de défense des droits de l'homme du Burundi était incarcéré depuis le mois de mai pour « atteinte à la sûreté de l'Etat ». Il a dénoncé les entraînements paramilitaires que suivraient à Kinshasa - des jeunes du parti au pouvoir, ce qui est impardonnable pour le pouvoir. Pierre-Claver Mbonimpa était gravement malade et hospitalisé lorsqu'il a bénéficié, lundi 29 septembre, d'une liberté provisoire.

« La prison était très dure. Je vivais comme les autres prisonniers et les conditions de vie en prison sont déplorables. Elles sont pratiquement indignes parce qu'il n'y a des places pour 800 personnes, il y avait plus ou moins 3 000 prisonniers. Je peux même vous dire qu'il y avait ceux qui ne dormaient pas parce qu'ils n'avaient pas de place pour dormir », témoigne Pierre-Claver Mbonimpa. « Dans l'endroit où j'étais, on était trois dans une place de six pour trois personnes. Il n'y avait pas de fenêtres ni d'aération et c'était franchement une vie très difficile ». Pierre-Claver Mbonimpa est encore faible, mais son « il brillait, lundi, à l'annonce de la bonne nouvelle, malgré le fait que sa liberté provisoire soit assortie de conditions comme ne pas quitter le Burundi ni la ville de Bujumbura sans l'autorisation du juge. Il a évoqué, au micro de RFI, l'état très grave dans lequel il se trouvait lorsqu'on l'a hospitalisé. « Oui, j'étais dans un état très grave. C'est d'ailleurs le médecin qui a dit lui-même que j'étais critique ; que j'étais complètement déshydraté et qu'il n'avait même pas l'espoir de me récupérer. C'est un très grand soulagement », a reconnu Pierre-Claver Mbonimpa.

ACTION Dans un communiqué, Bujumbura dit saluer la remise en liberté provisoire de Pierre-Claver Mbonimpa, et assure qu'elle n'est pas le fruit des appels survenus au sein de la communauté internationale - le Parlement européen et le président américain Barack Obama avaient appelé à la libération de cette figure de la société civile burundaise. Le gouvernement burundais met d'ailleurs en garde, contre toute tentative de « pressions » qui seraient exercées sur la justice du Burundi. Philippe Nzobonariba, porte-parole du gouvernement burundais : « Il y a une opinion qui pense que la porte de l'impunité est ouverte et que n'importe qui va se permettre d'enfreindre la loi, croyant que le tapage va faire pression sur la justice. Donc, le gouvernement demande, souhaite la justice, d'être ferme, pour ne pas être l'objet d'une quelconque pression aujourd'hui ou demain. »